

LA CROIX

mercredi 31 mai 2017 — Quotidien n° 40811 — 1,80 €

France

La place des femmes dans l'espace public

P. 9

Cinéma

« Lou Andreas-Salomé » et « Churchill », deux portraits intimes P. 20-21

Parents & enfants

Couple et handicap, entre force et fragilités

Cahier central

éditorial

Guillaume Goubert

Toujours les « affaires »

Deux ministres sont sous le feu d'accusations P. 10-11

Nous n'en avons pas encore fini avec les « affaires ». Deux membres du gouvernement d'Édouard Philippe sont aujourd'hui sur la sellette. Richard Ferrand, pour des faits liés à ses anciennes fonctions dans le secteur mutualiste, et Marielle de Sarnez, à propos de l'usage d'un poste d'assistant au Parlement européen. Le ministre de la cohésion des territoires et la ministre des affaires européennes protestent de leur bonne foi. Marielle de Sarnez a même déposé plainte pour « *dénonciation calomnieuse* » contre l'eurodéputée du Front national qui a lancé des accusations d'emplois fictifs concernant une vingtaine de ses collègues français.

On voit se reproduire à peu près exactement les mécanismes qui ont marqué la campagne du premier tour de l'élection présidentielle à propos de François Fillon et de Marine Le Pen. Les mêmes arguments de défense, du type : « *C'est aux électeurs qu'il appartient de trancher.* » La distinction entre le moral et le légal fait son retour. L'emballement médiatique est encore de la partie. Cette fois, ce sont des proches d'Emmanuel Macron qui le subissent. De quoi, soit dit en passant, relativiser l'accusation selon laquelle la presse est toute dévouée à celui qui est devenu président de la République.

Au fond, il n'y a pas lieu d'être étonné par ces nouveaux épisodes. L'exigence d'exemplarité du personnel politique a fortement monté au sein de la société. Le soupçon, justifié ou non, est devenu systématique tandis que l'ajustement des comportements, lui, ne peut se faire du jour au lendemain. De nouvelles règles sont en chantier. Il leur faudra du temps pour produire des effets. Pour l'instant, un assainissement – assez désordonné – se poursuit. Espérons qu'il aboutisse à des mœurs politiques renouvelées pour que l'on puisse se consacrer à autre chose.

Après la Méditerranée, que deviennent-ils ?

Plus de 10 000 migrants ont été secourus en une semaine seulement. Une fois en Italie, un long parcours du combattant les attend à travers l'Europe

P. 2 à 4



Le 26 mai, arrivée à Salerne (Italie) de l'Aquarius, navire de secours, avec à son bord plus de 1 000 migrants. Danilo Balducci/Zuma Press/MaxPPP

Annexes légales p. 12
134^e année-ISSN 0242-6086. – Imprimé en France – Belgique : 1,90 € ; Canada : 5,60 \$; Espagne : 2,30 € ; Grèce : 2,30 € ; Luxembourg : 1,90 € ; Maroc : 2,70 MAD ; Portugal (Cont.) : 2,30 € ; Suisse : 3,50 CHF ; Zone CFA : 1800 CFA ; DOM : 2,50 €



Plus de 10 000 migrants ont été secourus la semaine dernière en mer Méditerranée, tandis qu’au moins 58 autres ont péri lors de naufrages et plus d’une centaine sont portés disparus.

Originaires pour leur majorité d’Afrique subsaharienne, ces arrivants souvent passés par la Libye portent à plus de 60 000 le nombre de ceux qui ont rejoint l’Union européenne en 2017.

Débarquant sur les côtes italiennes, sans destination précise en tête, ils sont pris en charge par des centres d’accueil avant d’entamer un parcours du combattant en Europe.

Pour les migrants qui survivent à la traversée, l’épreuve continue

— La semaine dernière, en seulement quatre jours, 10 000 migrants ont été secourus en mer entre la Libye et l’Italie.

— Une fois arrivés en Europe, un long parcours d’errance les attend encore.

À Reggio Calabria, les ONG sont sur le pont. Ce port situé dans le talon de la botte italienne est le deuxième point d’arrivée des migrants en Italie. C’est là que tous les bateaux partis au secours des migrants naufragés ont été redirigés le week-end dernier, alors que l’organisation du G7 à Taormina interdisait tout débarquement en Sicile.

En deux jours, 1 000 naufragés dont 140 mineurs non accompagnés ont été accueillis dans la capitale de la Calabre. Ils viennent essentiellement du Nigeria et des pays d’Afrique de l’Ouest. Avant qu’ils ne posent enfin le pied sur la terre ferme, Médecins du monde a pris l’habitude de monter à bord des navires pour leur expliquer la marche à suivre. « À ce moment-là, ils sont très désorientés. On leur montre où ils se trouvent sur une carte. On leur explique qu’ils vont avoir un premier examen médical. Que ceux qui ont la gale vont devoir prendre une douche avant de rejoindre les autres », raconte Jean-Pierre Foschia, référent médical.

Dans la seule ville de Reggio Calabria, 31 000 migrants étaient déjà arrivés l’an dernier, pour 95 % d’entre eux en provenance de Libye. « Nous constatons une augmentation de 20 % cette année. La part des mineurs est passée à 20 %, contre 14 % l’an dernier », alerte Eve Derriennic, chef de la mission de Médecins du monde.

Cette année encore, les traver-

sées et les naufrages de migrants s’intensifient à mesure que la météo devient plus clémente, malgré les efforts des Européens pour fermer la route passant par la Libye et le sud de l’Italie. Et la liste des morts en mer continue de s’allonger. Entre mercredi 24 et samedi 27 mai, 54 corps ont été retrouvés sans vie : dix par les gardes-côtes italiens côté européen, 44 par les gardes-côtes libyens côté africain. Dans le même intervalle, environ 10 000 migrants ont été secourus. Sur la seule journée de vendredi, 2 200 autres ont été conduits en Italie.

Pour eux, le parcours du combattant ne fait que commencer. Un premier tri des migrants s’effectue sur les côtes, dans des centres appelés « hot spots ». Des lieux gérés à la fois par les autorités italiennes, l’agence européenne Frontex, et les ONG. Là, une première identification des migrants se met en place. Un filtre sépare ceux qui peuvent prétendre à l’asile de ceux qui n’ont pas vocation à devenir réfugiés. Les Marocains notamment sont

repères

Près de la moitié des réfugiés dans le monde viennent de trois pays

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) constatait en 2016 que le monde connaissait un record historique de déplacements de population.

65,3 millions des personnes dans le monde ont été forcés au cours de leur existence de fuir leur foyer. Parmi elles 21,3 millions ont franchi les frontières de leur pays pour devenir des réfugiés. La moitié de ces réfu-

Une fois le statut de réfugié accordé ou pas, les migrants ont six mois pour quitter les centres d’accueil. Là, c’est souvent une nouvelle descente aux enfers.

immédiatement reconduits dans leur pays. Mais la grande majorité des migrants restent en Europe : l’an dernier, l’Italie n’a expulsé que 16 755 personnes, c’est peu comparé aux 361 000 personnes échouées sur les côtes italiennes sur la même période.

Les candidats à l’exil sont ensuite répartis un peu partout sur le territoire italien. 13 500 migrants ont, par exemple, été accueillis dans le Piémont. À Turin, il n’est pas rare de voir arriver cinq bus acheminant 250 personnes, ra-

giés à moins de 18 ans. En 2015, 107 000 réfugiés dans le monde ont été réinstallés.

Presque la moitié des réfugiés à travers le monde sont originaires de trois pays : la Somalie pour 1,1 million, l’Afghanistan pour 2,7 millions et la Syrie pour 4,9 millions de personnes.

Les six pays hôtes les plus importants en nombre de réfugiés sont : la Turquie pour 2,5 millions de personnes, le Pakistan pour 1,6 million, le Liban pour 1,1 million, l’Iran pour 980 000 personnes, l’Éthiopie pour 735 000 et la Jordanie pour 664 000 personnes.

conte Ulrich Stege, responsable d’une clinique juridique à Turin qui vient en aide aux migrants. Il constate, malgré l’urgence, une amélioration générale des conditions d’accueil. « Les centres sont plus structurés, avec un accompagnement social, culturel et psychologique », souligne-t-il. Pendant la durée de l’examen de l’asile – un an en moyenne –, les migrants reçoivent une allocation de 35 € par jour et par personne. Ils peuvent travailler après deux mois de présence. « Le travail est de moins en moins irrégulier, avec des petits contrats. C’est bientôt la période de la cueillette des fruits, puis il va y avoir les vendanges. Dans la région, entre 800 et 1 000 personnes trouvent chaque année un travail saisonnier », explique Ulrich Stege. Le juriste établit toutefois une distinction nette avec le sud du pays, où la norme est encore de voir les migrants entassés dans des camps de fortune, exploités par la mafia pour une bouchée de pain.

Une fois le statut de réfugié accordé ou pas, les migrants ont six mois pour quitter les centres d’accueil. Là, c’est souvent une nouvelle descente aux enfers. Nombre de réfugiés et de déboutés se retrouvent à la rue sans distinction. À Turin, l’ancien village olympique a été réquisitionné pour leur donner un toit. « Certains d’entre eux partent travailler au noir en Allemagne et reviennent ici six mois, le temps de renouveler leur titre de séjour de deux ans », raconte Ulrich Stege.

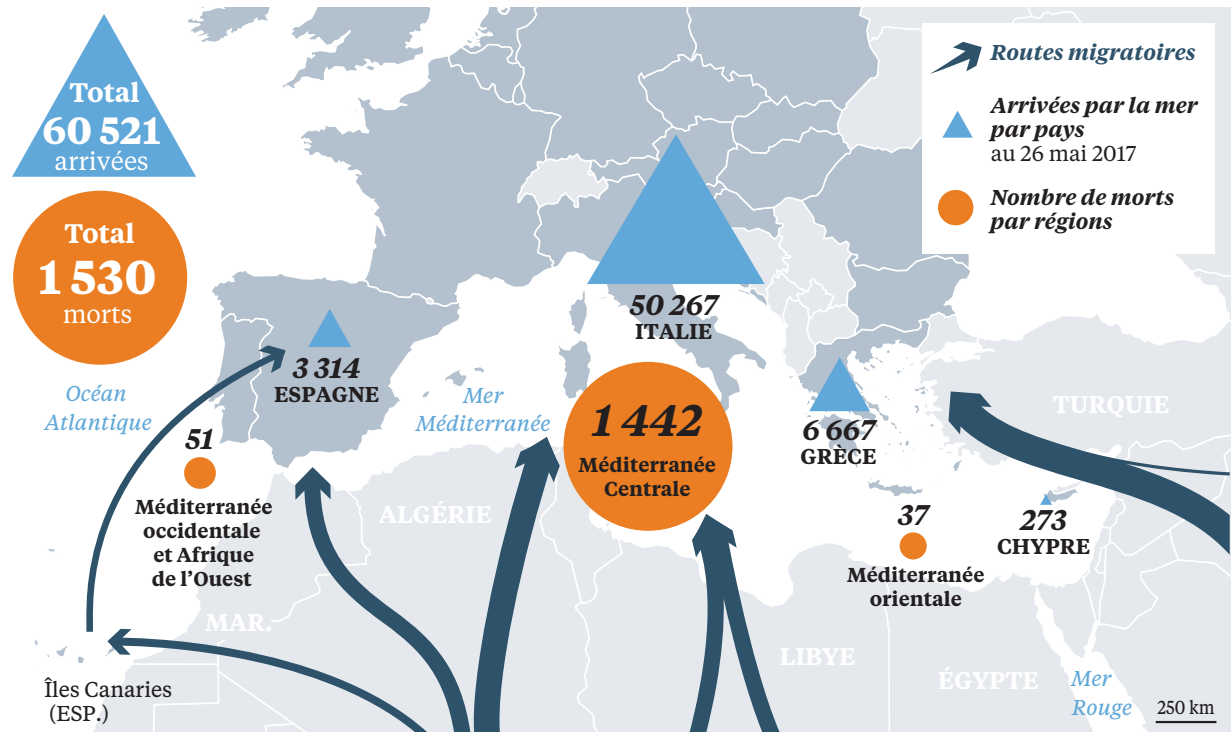
Les migrants échoués en Italie sont-ils nombreux à voyager ailleurs en Europe ? « La plupart n’ont pas de destination précise en tête en arrivant. Leur trajectoire va essentiellement dépendre des réseaux de passeurs qu’ils vont croiser », explique Eve Derriennic de

Médecins du monde. Les francophones visent souvent la France, les anglophones le Royaume-Uni, sans compter ceux qui veulent retrouver leur famille. Les femmes nigérianes, connues pour être victimes de réseaux de prostitution, ont en revanche un itinéraire tout tracé, en Allemagne ou en France. Elles représentent à elles seules 42 % de l’ensemble des femmes passées l’an dernier par l’Italie (13 000). « En France, on les retrouve ensuite à Bordeaux, Nantes, Paris », souligne Eve Derriennic.

À la frontière franco-italienne, les tentatives de passage se multiplient. Les interpellations – 6 000 sur les seuls mois de janvier et février – ont presque triplé par rapport à la même période en 2016.

Seuls 123 600 demandeurs d’asile ont été enregistrés l’an passé en Italie. Une part importante des migrants traversent donc le massif alpin, direction la Suisse, l’Autriche ou la France. À la frontière franco-italienne, les tentatives de passage se multiplient. Les interpellations – 6 000 sur les seuls mois de janvier et février – ont presque triplé par rapport à la même période en 2016, selon les derniers chiffres de la préfecture. Là aussi des migrants trouvent la mort. Deux d’entre eux ont ●●●

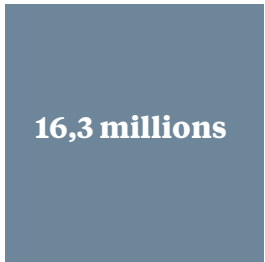
La crise migratoire en Méditerranée en 2017



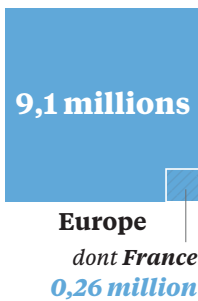
L'immigration africaine

Nombre de personnes ayant migré en 2015, dont immigration légale

INTRA-AFRICAINE



EXTRA-AFRICAINE (14,1 millions)



2,6 millions



Moyen-Orient

2 millions



Asie et Océanie

0,33 million

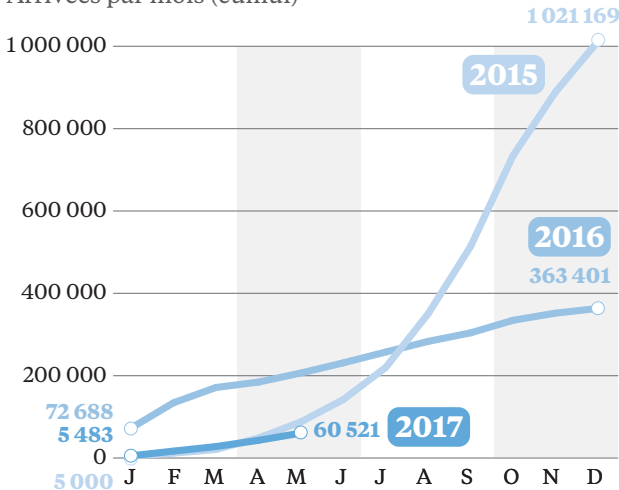


Amériques

Sources : Organisation internationale pour les migrations (26 mai 2017), ONU

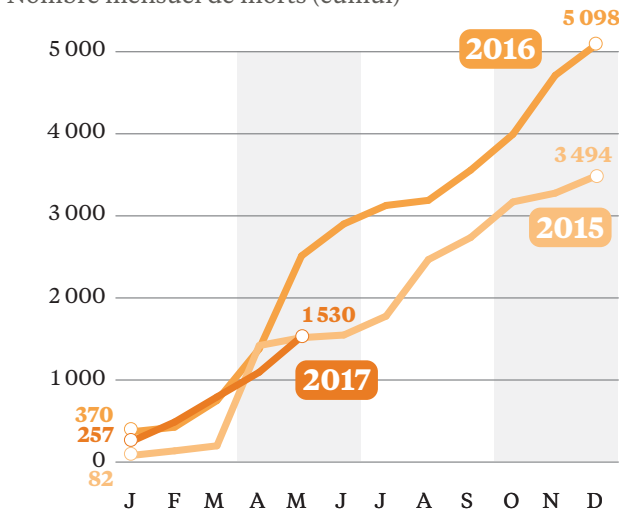
Les arrivées en Europe par la mer

Arrivées par mois (cumul)



Les morts en Méditerranée

Nombre mensuel de morts (cumul)



Attention, les deux graphiques ne sont pas à la même échelle et ne peuvent donc pas être comparés

LA CROIX

... récemment perdu la vie en se cachant dans les armoires électriques des trains. Côté français, la colère s'exprime désormais à visage découvert. Mercredi dernier, 80 migrants accompagnés de bénévoles ont manifesté à Nice pour réclamer un hébergement d'urgence et le traitement de leurs demandes d'asile, avant d'être finalement évacués.

Forum réfugiés, une association chargée du premier accueil des demandeurs d'asile dans la région, confirme qu'elle a atteint les limites de ses capacités à Nice, débordée par un afflux extraordinaire composé de Soudanais, mais aussi, dans une moindre mesure, d'Érythréens, de Guinéens et d'Ivoiriens. Les 80 places disponibles ne suffisent plus. « Nous en sommes à 900 personnes hébergées depuis le début de l'année, soit l'équivalent de ce que nous avons réalisé sur l'ensemble de l'année 2016 ! », assure le directeur de l'association, Jean-François Ploquin. L'ONG pré-enregistre leur demande d'asile dans la région, mais les deux tiers ne se rendent pas au rendez-vous en préfecture. Ils préfèrent continuer leur route. Direction la région parisienne, où les structures d'accueil sont concentrées, ou le Royaume-Uni.

Jean-Baptiste François

entretien

« Les raisons de partir sont toujours multiples »

Olivier Kaba

Chef de projet migrations à l'Agence française de développement (AFD)

Parmi les 70 000 migrants qui ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe cette année, l'immense majorité vient d'Afrique subsaharienne.

Le HCR affirme que parmi les premiers pays d'origine des 70 000 migrants entrés en Europe en 2017, on trouve le Nigeria et la Guinée. Qu'en pensez-vous ?

Olivier Kaba : Il faut prendre avec prudence la déclaration d'identité des migrants lorsqu'ils arrivent en Europe. En Afrique, la production d'un état civil n'est pas toujours simple. De nombreux migrants ont des identités multiples.

Ils sont nés dans un pays, séjournent dans d'autres, ont de la famille dans toute la sous-région. L'exemple de la Côte d'Ivoire est parlant : Burkinabés, Maliens et Libériens sont très nombreux à s'y être installés. Ceux qui la quittent pour l'Europe se font en général enregistrer comme Ivoiriens. On retrouve ce phénomène au Sénégal, en Guinée, deux pays que l'on retrouve toujours dans la liste des principaux pourvoyeurs de migrants. Enfin, cela dépend aussi de l'état des routes migratoires. Selon les années, les mois, les circonstances, certaines sont fermées, de nouvelles se créent. Les flux migratoires empruntent les voies ouvertes, quitte à faire des détours.

Pourquoi quittent-ils leur pays ?

O. K. : Dans le flux des migrants qui traversent la Méditerranée, il faut distinguer les migrants économiques et les réfugiés qui fuient une situation de crise. Les premiers s'inscrivent dans un mouvement

ancien dont les pays d'origine sont toujours plus ou moins les mêmes : Algérie, Maroc, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali... Les seconds fuient la guerre, une répression, une crise naturelle qui menace leur vie sur place. Dans ce cas, les pays de départ varient d'une année à l'autre. Et, à la différence des premiers, ils migrent dans l'urgence et de manière massive. Les familles que l'on retrouve à bord des embarcations proviennent essentiellement des pays en guerre.

Ce n'est pas le cas des migrants économiques ?

O. K. : Ils ne partent pas en famille mais tentent l'aventure, le plus souvent, pour leur famille, qui s'est cotisée pour financer leur voyage. Une fois en Europe, le migrant leur permettra de survivre. Nous connaissons des cas où un migrant fait vivre une trentaine de personnes dans son pays d'origine. La somme des transferts de ce type, dans le monde, s'élève à 451 milliards de dollars par an. Ces dernières années, on ob-

serve de plus en plus de mineurs et de femmes parmi ces migrants économiques. C'est très sensible en Guinée où l'on a l'impression que la migration des 14-15 ans est devenue une mode parmi les jeunes.

Comment expliquer l'augmentation des départs ?

O. K. : Les raisons du départ en Europe, pour les migrants économiques, sont toujours multiples. Parmi ces raisons compte celle d'avoir de la famille à l'étranger qui va vous accueillir. Il y a aussi des effets d'opportunité : la possibilité de trouver du travail à tel moment dans tel lieu, une facilité administrative, une évolution législative favorable. L'information passe très vite entre les deux rives de la Méditerranée. Les migrants ou candidats à la migration organisent leur voyage en fonction des circonstances qui leur sont favorables. Ils partent rarement sur un coup de tête.

Recueilli par Laurent Larcher

Suite du dossier p. 4

En Méditerranée, les migrants restent à la merci des passeurs

— 1 700 hommes, femmes et enfants sont morts depuis le début de l'année en mer Méditerranée.

Le récit d'un capitaine de marine italien a montré en début de semaine toute la cruauté de l'odyssée des migrants africains en Méditerranée. Le navire de Carmelo Cuzzolino assure la sécurité d'une plate-forme pétrolière libyenne. Vendredi et samedi, lui et son équipage de 14 hommes ont dû accueillir plus d'un millier de migrants amenés par des vedettes notamment de garde-côtes italiens.

« À minuit et demi, je me retrouve avec 1 042 personnes à bord, dont une cinquantaine de femmes, 15 enfants, et sept cadavres qui me sont arrivés déjà dans des sacs hermétiques », raconte le commandant. Sans eau, sans vivres, sans couvertures, les migrants deviennent menaçants. « Nous nous sommes barricadés à l'intérieur. » L'équipage laisse seulement les femmes et les enfants entrer pour utiliser les toilettes du bord.

Samedi à la mi-journée, un navire des gardes-côtes, lui-même chargé de migrants, vient fournir des bouteilles d'eau et de la nourriture. « Quand les migrants voyaient la nourriture, ils se jetaient sur nous. On leur disait d'organiser des queues mais ils ne comprenaient pas », explique le commandant.

La Méditerranée continue à engloutir des candidats au rêve européen. « Ils sont 1 700 à être morts depuis le début de l'année. Cette crise n'est pas réglée, contraire-



Des migrants arrivant sur les côtes italiennes, dans le port de Crotone (Calabre). Alfonso Di Vincenzo/Kontr/Sipa

ment à une idée reçue », s'insurge François Gemenne, chercheur à Sciences-Po Paris. « Le plan de relocalisation européen est un échec. Il n'y a pas de consensus au sein de l'Union sur la question des migrants. Ce sont les passeurs qui font les politiques migratoires de l'Union européenne. Ils décident, en fonction de leurs business, qui vient, à quel moment et dans quelles conditions. »

Ces passeurs sont montrés du doigt par tous. Une religieuse qui a travaillé auprès des migrants témoigne, sous le couvert de l'ano-

nymat : « Les réfugiés africains ont souvent été encouragés, par leur famille, à partir, avant d'être happés par des trafiquants dans leur village. Après, ils sont pris dans des réseaux en Libye, en Méditerranée, puis en Italie. Ils doivent ensuite rembourser leurs dettes. »

Fait nouveau, le travail des ONG – qui viennent au secours des naufragés – est également dénoncé. Le procureur italien de Catane, Carmelo Zuccaro, assure avoir « des preuves » de contacts entre des passeurs et des ONG. Il affirme que plusieurs interventions de leurs

navires ont eu lieu avant même que les migrants aient demandé de l'aide.

Chez Amnesty International, Jean-François Dubost nie ces affirmations. Il estime que « les ONG sont présentes en Méditerranée car la capacité de sauvetage de l'Union européenne n'a jamais été renforcée. Frontex et les marines militaires assurent une mission de surveillance. Il se trouve que le droit maritime oblige leurs navires à sauver les embarcations en péril. »

Dimanche, de l'autre côté de la Méditerranée, 34 migrants afri-

« Ce sont les passeurs qui font les politiques migratoires de l'Union européenne. »

cains dont l'embarcation avait pris feu ont été repêchés sains et saufs au large des côtes espagnoles. Un hélicoptère a hélitreuillé un migrant souffrant d'hypothermie, un plongeur secouriste en a aidé plusieurs autres à prendre place dans le canot de sauvetage, trois bateaux et un ferry se sont mobilisés. « La Méditerranée est devenue la frontière la plus dangereuse au monde. L'Union européenne concentre environ 70 % des décès de migrants et de réfugiés dans le monde. Elle tue mais elle ne dissuade pas », estime Jean-François Dubost.

Pour éviter les tragédies, on peut contraindre les candidats à la traversée à ne pas partir des côtes libyennes. On peut aussi organiser leurs départs par des « corridors humanitaires ». Ce que fait Sant'Egidio « pour déjà 800 réfugiés syriens, chrétiens et musulmans, à partir du Liban, en collaboration avec l'Église protestante italienne et à nos frais. Nous avons signé en mars un accord avec l'État français pour organiser la même chose concernant 500 réfugiés », explique Roberto Zuccolini, à Sant'Egidio.

Pierre Cochez

La périlleuse collaboration avec la Libye

— L'Union européenne tente de coopérer avec le fragile gouvernement d'union nationale libyen pour renforcer la surveillance des frontières et améliorer le sort tragique des migrants sur le sol libyen.

« Si l'on n'arrive pas à dupliquer l'accord avec la Turquie, l'Europe sera confrontée à une crise migratoire majeure. » En prenant la présidence de l'Union européenne en début d'année, le premier ministre maltais Joseph Muscat avait pour ambition de signer un accord avec la Libye, sur le modèle de l'accord UE-Turquie de mars 2016 pour tarir la route migratoire de la Méditerranée centrale.

Six mois plus tard, les ardeurs maltaises ont été tempérées. L'idée même d'un tel accord avait soulevé un tollé tant la situation politique est instable en Libye et le sort des migrants et des réfugiés extrêmement préoccupant.

En déplacement à Tripoli, le 21 mai, le chef du Haut-Commissariat des Nations unies (HCR) pour les réfugiés, Filippo Grandi, s'est dit « choqué » par les conditions de vie réservées aux demandeurs d'asile. « La seule chose dont on soit sûr, c'est que la vie des migrants est véritablement un enfer en Libye, s'indigne Judith Sunderland de Human Rights Watch (HRW). Ils y subissent tout un catalogue d'horreurs, de violences physiques et sexuelle, de tra-

vail forcé, de privations, dans des centres de détention officiels ou officieux. Les migrants sont fréquemment vendus de milices en milices, etc. », détaille-t-elle.

Même si plusieurs autorités rivales se disputent le pouvoir en Libye, l'Union européenne tente de mettre sur pied une coopération avec le gouvernement dit « d'union nationale » (GNA) installé à Tripoli. Le plan d'action de La Valette du 3 février dernier a ainsi débloqué en urgence 200 millions d'euros pour aider la Libye à mieux surveiller ses côtes.

Dans ce cadre, 93 gardes-côtes ont été formés, 40 officiers sont en cours de formation, et d'autres devraient suivre, précise la direction de la commission en charge des migrations, en ajoutant qu'il

revient aux Libyens, et non aux Européens, d'intervenir dans les eaux territoriales libyennes. Et donc de ramener sur le sol libyen les migrants récupérés près des côtes.

Une enveloppe supplémentaire de 90 millions d'euros a été décidée, mi-avril, pour que plusieurs opérateurs, notamment le HCR et l'Office international des migrations, puissent venir directement en aide aux migrants et réfugiés sur place. Ils devraient créer des « espaces sûrs » en Libye, et promouvoir l'aide au retour volontaire de 15 000 migrants dans les pays d'origine.

L'Italie, concernée au premier chef, a elle aussi conclu un accord avec le GNA le 2 février. Mais, signe des turbulences poli-

tiques libyennes, un tribunal de Tripoli saisi par plusieurs personnalités dont l'ancien ministre de la justice Salah Al Marghani a jugé invalide cet accord signé par un gouvernement qui n'a pas eu la confiance du Parlement libyen (réfugié à l'Est et soutien d'une autorité rivale et de l'armée du maréchal Haftar), et contesté le fait que les migrants soient ramenés sur le sol libyen.

« Il est difficile de savoir quelle est la portée de cette décision, reconnaît Judith Sunderland. Quatre bateaux de patrouille ont été récemment livrés à la Libye. En théorie six autres devraient l'être, et un centre de coordination pour la surveillance en mer devrait être mis sur pied. »

Marie Verdier